



# MAIRE DE GUIPAVAS... POUR TOUS, AVEC TOUS

Il n'est jamais très simple de décrire une fonction de responsable, quel que soit l'organisme.

Qui plus est en politique, où se mêlent les responsabilités directes et la représentativité des citoyens.

Formellement, le maire est le représentant de l'État dans la commune, il exerce les attributions d'officier de l'état-civil ; il dresse les actes d'état-civil, célèbre les mariages, enregistre les naissances et les décès. Officier de police judiciaire, il peut recevoir les plaintes ou constater les infractions. Il organise des élections, gère les listes électorales, et se charge de l'application des lois et règlements dans la commune... C'est au nom de la commune qu'il délivre les permis de construire, de démolir, les certificats d'urbanisme.

Second volet de ses fonctions, il est l'exécutif du conseil municipal. Il prépare, propose et exécute les décisions du conseil ; il signe les contrats d'achats, de ventes, de travaux, de marchés ; c'est lui qui prépare le budget et le soumet au vote du conseil. Il est l'ordonnateur des dépenses de la commune. S'il est seul chargé de l'administration communale, le maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs adjoints ou conseillers municipaux.

Voilà pour le côté réglementaire de la fonction de maire.



Ensuite il y a la méthode. Cette singularité de la responsabilité nécessite des efforts particuliers pour faire fonctionner la démocratie. Ainsi, nous avons construit notre équipe, *Agir pour Guipavas*, d'une manière collective et avec la volonté que chacun y prenne sa place. Ainsi, chaque adjoint et chaque délégué prend sa part dans le quotidien des décisions municipales. Des allers et retours réguliers font que toute l'équipe majoritaire est questionnée sur les orientations que nous envisageons.



C'est certes un fonctionnement exigeant, mais qui est indispensable au bon fonctionnement démocratique de la municipalité.

Enfin, il y a la représentativité de la collectivité. Notre place à Brest métropole océane est primordiale, tant les orientations de notre communauté urbaine ont des incidences sur la commune, tant les enjeux métropolitains sont importants pour que, nos forces unies, la pointe du Finistère nord se construise un avenir solide. Par ailleurs, la participation à la vie du centre de gestion (gestion des personnels) et à l'association des maires du Finistère sont, entre autres, des rendez-vous à ne pas manquer pour être en contact avec les autres collectivités.

Équipe de gauche, c'est tous ensemble que nous entendons développer notre programme, écouter la population, développer de nouvelles

idées. Tout ceci en suivant un fil, un guide, celui du service rendu à la population, de l'attention à ceux qui sont le plus en difficulté, et de la meilleure redistribution possible des impôts que la collectivité exige en contrepartie.



Les futures assemblées de quartiers vont renforcer encore le système de dialogue et l'aide à la décision que nous voulons être la mieux partagée. En expérimentation, elles permettront d'être mieux à l'écoute des quartiers et de leurs préoccupations.

La période est à la préparation du budget 2009. Vous connaîtrez bientôt les orientations budgétaires pour cette année. Cependant, je suis inquiet devant les décisions du gouvernement qui s'annoncent funestes. Interdiction de financements croisés (fin des subventions), transferts de charges de l'État sur les territoires, diminution de la solidarité entre les territoires par le biais de la dotation globale de fonctionnement ou de la dotation de solidarité urbaine, plafonnement du remboursement de la TVA sur les investissements...

Une liste impressionnante de mesures que nous allons découvrir dans les décisions du budget de l'État. Comment, dès lors, bâtir un avenir de nos communes, sans la moindre assurance du devenir des relations État/territoires ?

Malgré cela, notre travail au sein de la municipalité avance, les réformes structurelles et budgétaires sont en cours, pour être au service de la population, pour mieux vivre ensemble.

*Alain Queffelec*  
Maire de Guipavas

# LES ENJEUX DU CONGRÈS DE REIMS

Quoiqu'en disent de nombreux observateurs, le Parti Socialiste ne va pas si mal. Bien sûr, il est tendance de rire de la « cacophonie » ou des « éléphants ». Mais il est plutôt normal qu'un parti, qui vient d'avoir un dirigeant en poste pendant 11 ans consécutifs : François Hollande, débâte pour choisir son successeur. Toujours à en croire ces mêmes observateurs, il vaudrait mieux un autoritarisme écrasant toutes contestations comme dans un autre grand parti politique français. Tel n'est pas le cas au Parti Socialiste.

Au sortir du congrès de Reims, le Parti Socialiste devra être capable de se mettre au travail pour pouvoir construire pas à pas un projet de société qui vous donne envie de voter socialiste sur le plan national. Car tel est le paradoxe du PS, il réussit extrêmement bien localement. Vous faites

régulièrement confiance aux candidats socialistes lors des élections régionales, cantonales et municipales. Guipavas illustre parfaitement la progression du PS au niveau local. Mais nationalement vous n'avez pas choisi de candidats socialistes depuis trois élections présidentielles et deux élections législatives.

Nous devons donc reprendre sérieusement notre projet de société pour proposer des solutions novatrices et socialistes, aux diverses crises qui frappent actuellement nos sociétés : crises financières, crises énergétiques, crises climatiques, crise de la solidarité. Car ce n'est pas le gouvernement actuel qui trouvera les solutions vous apportant confiance et sérénité dans votre vie quotidienne. On pourrait même s'interroger sur sa réelle volonté à en chercher, tant les gesticulations médiatiques masquent

un vide d'actions sociales et solidaires. L'enjeu du congrès de Reims est donc là : choisir une équipe dirigeante qui saura mettre le Parti Socialiste au travail. Bien évidemment on ne peut pas mettre de côté l'incarnation, la personnalisation qui est malgré tout importante. Mais le Parti Socialiste s'est donné trois ans avant de choisir notre prochain(e) candidat(e) à l'élection présidentielle. Alors pensons d'abord à travailler pour vous, le reste suivra.



*Section de Guipavas*

## IMPOSTURE ET HYPOCRISIE !

Oui, Monsieur Sarkozy, quelle imposture cette façon d'utiliser la crise financière pour expliquer la mauvaise situation économique de notre pays et vous exonérer de toute responsabilité !

La remontée spectaculaire, mais surtout préoccupante, du chômage, la baisse du pouvoir d'achat des Français, le recul de la consommation et l'effondrement du moral des ménages, la récession qui pointe son nez, le développement de la précarité et la hausse du nombre des travailleurs que l'on qualifie de pauvres..., sont avant tout les fruits de la politique menée par le gouvernement actuel ! Cette dégradation générale de la conjoncture ne date pas de cet automne !

Oui, quelle imposture ce discours, que j'ose qualifier de discours socialiste, que vous tenez, Monsieur le Président, prônant l'intervention de l'État et la régulation du marché financier, alors que la politique que le

gouvernement a mis en œuvre jusqu'à présent consistait à adapter la France à un système ultra libéral qui vient de s'écrouler !

Non, Monsieur Sarkozy n'est pas de gauche, il a toujours appliqué une politique de droite !

Oui, quelle hypocrisie ; attendre la crise financière pour s'apercevoir que les parachutes dorés existent ! Pour sous-entendre que les patrons sont parfois trop payés ! Quand le nombre de travailleurs précaires et pauvres ne cesse de s'accroître... c'est tout simplement scandaleux !

Cette crise confirme nos thèses sur le capitalisme financier, le capitalisme des spéculateurs, système totalement injuste. Nos critiques étaient fondées !

La pire des choses serait cependant d'en rester là ! Oui, une réforme majeure de la finance internationale s'impose !

Dans ce contexte, la crédibilité du Parti Socialiste tient aujourd'hui à notre capacité à faire des propositions concrètes qui redonneront une lueur d'espoir aux français.

Plus que jamais, si les français le veulent, je suis persuadé que le Parti Socialiste peut être l'instrument d'un nouveau modèle de développement au service d'une société légalitaire, une société du partage, sociale et démocrate où l'économie de marché serait mixte, contrôlée par l'État, au profit d'une vraie politique sociale et non pas uniquement, Monsieur Sarkozy, une bouée de sauvetage des banques au bord de la faillite !



*Fabrice Huret*  
*Conseiller municipal de Guipavas*  
*3<sup>e</sup> vice-président de BMO*  
*en charge de l'économie*

# POUR UN FINISTÈRE SOLIDAIRE

Depuis le 10 avril 2008, j'ai l'honneur d'être conseillère générale du Finistère. Les électeurs du canton m'ont confié une grande responsabilité, celle d'agir en fonction des valeurs et principes républicains, pour l'intérêt général.

Parmi les six commissions dans lesquelles sont traitées les questions qui relèvent des compétences du Conseil général et de ses démarches volontaristes, j'ai choisi de siéger au sein de la Commission des solidarités. J'y assume la responsabilité de la délégation culture.

Estimant qu'il était nécessaire d'avoir une vision d'ensemble des politiques menées et des domaines d'action du Conseil général, j'ai choisi en outre de me joindre à la Commission du règlement intérieur et à celle des marchés publics départementaux. C'est l'occasion de participer à la réflexion concernant l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi et de réfléchir à l'application des objectifs de développement durable, tels que définis dans l'*Agenda 21* adopté par l'Assemblée départementale en 2006.

En parallèle, je suis présidente de la Commission de lutte contre les exclusions de Brest Saint-Marc, qui recouvre aussi les territoires du Relecq-Kerhuon, de Guipavas et de Plougastel-Daoulas, et dont les missions concernent l'attribution de l'ensemble des fonds consacrés à la

lutte contre les exclusions. Comme chaque conseiller général de la majorité, je sié debate en outre dans de multiples comités et assemblées qui traitent de sujets aussi divers que l'éducation, la gestion de l'eau, les ressources humaines... J'en préside un certain nombre.

J'aurais pu vous les détailler, mais je ne vous aurais pas dit là l'essentiel. Car l'essentiel, c'est qu'au sein de cette assemblée, l'intérêt des Finistériens est, pour la majorité départementale, au centre des discussions, c'est que l'aménagement du territoire au service de tous est une préoccupation de tous les instants. L'essentiel, c'est que l'accent soit mis sur la justice sociale et la construction d'un Département où chacun est considéré de la même façon, où les efforts sont axés sur l'amélioration de la vie de tous.

Au moment où le gouvernement a fait voter le RSA, qui cumule notamment, parmi ses multiples défauts, celui de ne pas prendre en compte un état global du pays, de ses ressources, de l'emploi, des conditions de vie de ses habitants et de ne pas se donner les moyens financiers de ses ambitions, nous pouvons être fiers d'avoir, dans le Finistère, fait le choix de longue date de continuer à financer l'insertion (le i de RMI), alors que l'État a, depuis longtemps, stoppé le versement de ses contributions en la matière.

Au moment où, cyniquement, le gouvernement réduit drastiquement les moyens des services publics sous couvert d'efficacité, où



il prétend que les milliards d'euros injectés dans les banques et les entreprises privées ne seront pas payés par les contribuables, où il accuse les collectivités de mal gérer leur budget, dans le Finistère nous avons fait le choix du bien vivre ensemble, de la cohésion sociale, de la solidarité.

Nous pouvons être fiers de nous préoccuper du dynamisme économique de notre territoire, gage de vitalité, dans le souci du respect de chacun, entrepreneur et salarié. Nous pouvons être fiers d'être présents à chaque étape de la vie de nos concitoyens, de la naissance au grand âge, dans les difficultés du quotidien comme dans les moments de fête et de partage, et de garantir leur égalité à l'échelon départemental. Nous pouvons être fiers de faire entendre la diversité et la richesse de nos territoires, la voix de chaque canton, par la voix de son représentant, dans la construction d'un département où la fraternité a toute sa place, au côté de la liberté et de l'égalité.

**Nathalie Sarrabezolles**

Conseillère générale du Finistère, déléguée à la culture  
Élue du canton de Guipavas-Le Relecq Kerhuon

Ce supplément à Cap Finistère est réalisé par la section du Parti Socialiste de Guipavas grâce aux cotisations de ses adhérents.

**RENFORCEZ LE PARTI SOCIALISTE, REJOIGNEZ-NOUS !**

Nom, prénom : .....

Adresse : ..... Code postal : ..... Ville : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

- Je souhaite  Prendre contact avec les socialistes  Adhérer au Parti Socialiste  
 Verser ..... euros pour soutenir le Parti Socialiste  
 Recevoir **Cap Finistère**, l'hebdomadaire de la Fédération du Parti Socialiste

A retourner au Parti Socialiste - 13, rue de Portzmoguer, 29200 BREST